

SCIENCES HUMAINES

38, rue Rantheaume, BP 256
89004 Auxerre Cedex

SAS Sciences Humaines communication

Principaux associés Jean-François Dortier et
Scoop Alternatives Économiques
www.scienceshumaines.com

**REPRÉSENTANT LÉGAL ET DIRECTEUR
DE PUBLICATION** : Jean-François Dortier

VENTES ET ABONNEMENTS

03 86 72 07 00 Estelle Dieux - Magaly El
Mehdi -
Mélina Lanvin - Sylvie Rilliot

RÉDACTION

RÉDACTRICE EN CHEF

Héloïse Lhérité - 03 86 72 17 20

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Christophe Rymarski - 03 86 72 07 10

CONSEILLÈRES DE LA RÉDACTION

Martine Fournier - Martha Zuber

RÉDACTEURS

Nicolas Jourmet - 03 86 72 07 03 (chef de
rubrique Lire)

Jean-François Marmion - 03 86 72 07 09

Maud Navarre - 03 86 72 07 16

(cheffe de rubrique Point sur)

Louisa Yousfi - 03 86 72 03 05

**SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
ET RÉVISION**

Renaud Beauval - 03 86 72 17 27
Brigitte Ourlin

DIRECTION ARTISTIQUE

Brigitte Devaux - 03 86 72 07 05

ICONOGRAPHIE

Laure Teisseyre - 03 86 72 07 12

DOCUMENTATION

Alexandre Lepême - 03 86 72 17 23

SITE INTERNET

Clément Quintard
clement.quintard@scienceshumaines.com
Webmestre : Steve Chevillard
steve.chevillard@scienceshumaines.com

MARKETING - COMMUNICATION

**DIRECTRICE COMMERCIALE ET
MARKETING**

Nadia Latreche - 03 86 72 07 08

PROMOTION Patricia Ballon - 03 86 72 17 28

PUBLICITÉ

L'Autre Régie 28, rue du Sentier - 75002 Paris
Tél. : 01 44 88 28 90

DIFFUSION

• En kiosque : Presstalis. Contact : À juste
titres, Benjamin Boutonnet - 04 88 15 12 40
• En librairie : Pollen/Dif'pop - 01 40 24 21 31

ÉDITIONS SCIENCES HUMAINES

Véronique Bedin - 03 86 72 17 34
Patricia Ballon - 03 86 72 17 28

**SERVICES ADMINISTRATIFS
RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

Annick Total - 03 86 72 17 21

COMPTABILITÉ

Jocelyne Scotti - 03 86 72 07 02
Sandra Millet - 03 86 72 17 38

FABRICATION - PRÉPRESSE

Natacha Reverre - 06 01 70 10 76
natacha.reverre@scienceshumaines.fr

IMPRESSION

AUBIN IMPRIMEUR, CHEMIN DES DEUX CROIX,
86240 LIGUGÉ

Origine du papier : Suède

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : FSC - PEFC

« Impact sur l'eau » : Ptot 0.003kg/tonne

**CONCEPTION GRAPHIQUE ET
CONCEPTION DE LA COUVERTURE**

Isabelle Mouton
Couverture : Miguel Navarro
Titres et chapôs sont de la rédaction.
Commission paritaire : 0517 K 81596
ISSN : 1778-056X
Dépôt légal à parution

SOMMAIRE

L'éthique

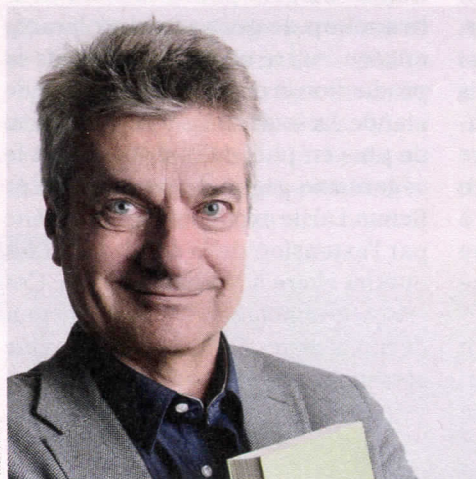


Jack Kurtz/Zuma/REA

- 6** Les principes à l'épreuve
du réel
CATHERINE HALPERN
- 10** Questionner nos modes de
vie
ENTRETIEN AVEC MARK HUNYADI
- 12** Les grands penseurs de
l'éthique et de la morale
POINTS DE REPÈRES
- 18** Les promesses de
la vulnérabilité
MARIE GARRAU
- 21** L'éthique à l'hôpital
ÉRIC FOURNERET
- 24** Dire la vérité au patient
SYLVIE FAINZANG
- 26** Comment justifier l'arrêt
d'un traitement ?
EMMANUEL HIRSCH

- 30** Où le dopage
commence-t-il ?
PHILIPPE SARREMEJANE
- 33** Les machines peuvent-elles
être des agents moraux ?
XAVIER GUCHET
- 36** Vivre avec les algorithmes
DOMINIQUE CARDON
- 38** Y a-t-il une morale de
l'État ?
DIDIER FASSIN
- 42** Supprimer les prisons
GILLES CHANTRAINE
- 44** Lanceur d'alerte : traître ou
héros ?
SERGE SLAMA ET JEAN-PHILIPPE FOGLE
- 46** Le nouvel âge de la
désobéissance civile
SANDRA LAUGIER

ENTRETIEN AVEC Mark Hunyadi



Max Riché

Questionner nos modes de vie

Les cadres de notre existence sociale nous échappent en grande partie. Ce sont pourtant eux qu'il faut d'abord interroger pour orienter nos préférences collectives.

Dans votre livre *La Tyrannie des modes de vie*, vous affirmez sans ambages que l'éthique est aujourd'hui partout, sur toutes les bouches, mais qu'elle est impuissante. Pourquoi?

Je critique ce que j'appelle la « petite éthique », l'éthique individualiste libérale. Elle se concentre sur la défense des droits et des libertés individuelles mais, du coup, elle se rend incapable d'interroger le système dans son ensemble ou l'avenir de notre société. Prenez la robotisation. Le problème de la « petite éthique », c'est qu'elle pourrait parfaitement s'accommoder d'un mode robotisé, alors même que ce pourrait être un monde humainement détestable. La vraie question éthique est : veut-on un monde où ce seraient les machines qui s'occuperaient des personnes vulnérables, comme les personnes âgées, les malades ou les enfants ? Où les services en général soient assurés par des automates ? Voici le paradoxe : ce monde potentiellement détestable pourrait advenir dans le parfait respect des droits individuels, que visent à garantir toutes les chartes, commissions, comités éthiques en tout genre. Cette focalisation sur la « petite éthique » paralyse en fait un questionnement éthique glo-

MARK HUNYADI

Professeur de philosophie morale et politique à l'université de Louvain, directeur du centre de recherche Europé et membre de Louvain Bionics. Il est notamment l'auteur de *La Tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, Le Bord de l'eau, 2015.

bal. De fait, s'installe une complicité objective entre cette « petite éthique » et la reproduction d'un système qui se déploie par-dessus nos têtes, et qui est prêt à nous imposer – dans le respect des droits ! – un monde dont nous ne voulons pas. La « petite éthique » n'est là que pour fluidifier ce système qui nous échappe.

D'où votre critique du principe de précaution...

Le principe de précaution est en effet un très bon exemple. On se concentre sur un objet très particulier, c'est-à-dire les risques et les dangers, mais on n'interroge pas l'emprise technique sur le monde elle-même. C'est en ce sens que, selon moi, le principe de précaution constitue une opération de « blanchiment éthique » du système technoscientifique. Il ne suffit pas de montrer l'innocuité d'une innovation sur notre santé ou sur l'environnement pour la rendre acceptable. Il faut aussi réfléchir sur son sens et sur ce qu'elle produit sur notre monde commun au sens large.

Vous insistez également sur la fragmentation de cette éthique dont témoignent notamment le monde de la

recherche et le foisonnement d'éthiques spécialisées. Comment expliquez-vous ce phénomène?

Le monde de la recherche se caractérise aujourd'hui par une grande fragmentation des savoirs. L'interdisciplinarité est en grande partie illusoire et il n'y a pas véritablement de vision transversale. Cette situation est massivement alimentée par les modes de financement de la recherche. Est financé ce qui favorise la résolution de problèmes. Pour obtenir des crédits au niveau européen par exemple, il faut faire entrer les programmes de recherche dans des cases préétablies. Si je poursuis sur le même exemple de la robotisation, il est difficile de faire financer un programme de recherche transversal et critique sur l'impact anthropologique et social de la robotisation ; c'est beaucoup plus simple s'il s'agit de travailler sur son impact sur le nombre d'emplois ou la protection des données. La recherche est devenue acritique ; elle n'interroge pas, elle accompagne. Elle est au service de la reproduction du système.

Que faut-il alors placer au centre de la réflexion ?

La question de nos modes de vie. Qu'est-ce que j'entends par là ? Les modes de vie sont les attentes de comportement qui nous sont durablement imposées par le système. Par exemple qu'il faille s'ajuster à la technologisation du monde, à la robotisation, à la numérisation ; qu'il faille adopter des comportements consuméristes dans la plupart des domaines de notre existence ; qu'il faille être disponible, réactif, mobile dans nos vies que nous considérons désormais comme des « carrières » ; que nous soyons sans cesse évalués, et toujours requis pour être évaluateurs (enquête de satisfaction sur les toilettes d'aéroport ou sur l'enseignement universitaire...). Autre attente de comportement, si générale qu'on la considère simplement comme étant dans l'ordre des choses : qu'il faille gagner sa vie en travaillant au service de l'économie, ce qui n'a pourtant rien d'évident. Le débat sur le revenu d'existence, qui tend à découpler le revenu du travail, montre bien comment un mode de vie, en l'occurrence le mode de vie laborieux, dont pourtant beaucoup souffrent, est vécu comme quelque chose de naturel et d'inamovible. Il n'est pourtant ni l'un ni l'autre ! Bref : ce sont là des attentes puissantes que le système nourrit à notre égard, et qui façonnent nos existences.

Ces modes de vie sont ce qui nous affecte le plus, et pourtant ils nous échappent complètement,

ce à quoi, je l'ai dit, participe activement la petite éthique libérale des droits individuels. Elle nous rend structurellement incapables d'orienter ces modes de vie, de les juger, de se les réapproprier. Or, on ne peut le faire de manière individuelle. Si on choisit de vivre dans la frugalité par exemple, ou qu'on refuse d'utiliser un *smartphone*, cela n'a aucun effet sur le mode de vie partagé en tant que tel. La « petite éthique » est politiquement impuissante à orienter ces modes de vie alors que ce sont ces modes de vie qui affectent le plus notre vie sociale ; elle est même faite pour rendre cette orientation impossible. C'est une question qu'on ne pourra résoudre que collectivement. C'est un défi politique majeur pour l'avenir. Il faut à mes yeux une institution qui organise l'action collective. C'est une nécessité car l'individu seul ne peut rien face à l'emprise de ces modes de vie.

L'éthique sans politique est donc selon vous impuissante ?

Tout à fait. Il manque la possibilité de donner une direction différente à ces modes de vie. Actuellement, ils ont une emprise croissante qui se déploie en mode automatique... Nous subissons les modes de vie comme des faits accomplis. La seule solution à mes yeux, c'est d'imaginer une institution qui puisse faire pendant au système pour en empêcher la reproduction automatique. Le numérique par exemple est en train de façonner l'existence humaine. Or il est aux mains des GAFA, Google, Apple, Facebook, Amazon et autres géants du Web. Ce qui est un mal, ce n'est pas la numérisation en tant que telle, c'est l'automaticité du processus, le fait qu'on ne l'interroge pas dans son ensemble.

C'est pourquoi je soutiens qu'il faut penser une institution politique pour réfléchir à cet avenir commun et « désautomatiser » la reproduction aveugle du système. On pourrait par exemple faire des États généraux mondiaux du numérique, créer une entité qui serait capable de coordonner notre réflexion et notre agir commun. Une telle institution est à inventer. L'éthique libérale a atteint ses limites. Il ne s'agit pas de remettre en question les droits et libertés individuelles mais il faut ajouter un étage à l'édifice démocratique. C'est pourquoi je propose d'instituer, à l'échelle européenne, quelque chose comme un « Parlement des modes de vie » pour permettre une réflexion et un agir communs. Il est en tout cas crucial de pouvoir orienter nos préférences collectives. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE HALPERN